

**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1996 - 1997 (*)

8 JUILLET 1997

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal n° 78 du
10 novembre 1967 relatif à
l'exercice de l'art de guérir, de l'art
infirmier, des professions
paramédicales et aux commissions
médicales**

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ (1)**

**PAR
MME. INGRID VAN KESSEL**

(1) Composition de la Commission
Président : Mme Vanlerberghe (M.)

A. — Titulaires
C.V.P. M. Brouns, Mevr.
Gardeyn-Debever, M. Van
Erps, Mme. van Kessel.
P.S. MM. Biefnot, Dallons,
Minne.
V.L.D. MM. Anthuenis,
Valkeniers, Van Aperen.
S.P. Mme. Dejonghe, Mme.
Vanlerberghe.
P.R.L.-
F.D.F. MM. Denis, Seghin.
P.S.C. M. Lespagnard
VI.
Blok M. Van den Eynde.
Agalev/M. Detienne
Ecolo

B. — Suppléants
C.V.P. Mme. Creyf, H. Goutry,
Mme. Hermans, MM.
Vandeurzen, Vermeulen.
P.S. MM. Delizée, Larcier,
Moock, Moriau.
V.L.D. MM. Chevalier, Daems,
Taelman, van den Abeelen.
S.P. MM. Bonte, Cuyt,
Janssens (R).
P.R.L.-
F.D.F. MM. Bacquelaïne,
D'hondt, Vandenhaute.
P.S.C. M. Beaufays, Mme.
Cahay-André.
VI.
Blok M. Buisseret, Mme. Colen.
Agalev/MM. Deleuze, Lozie
Ecolo

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. Mme. Van de Castele

Voir:

- 1099 - 96 / 97 :
- N° 1 : Projet de loi

(*) Troisième session de la 49^{ème} législature

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1996 - 1997 (*)

8 JULI 1997

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk
besluit nr. 78 van 10 november 1967
betreffende de uitoefening van de
geneeskunst, de verpleegkunde, de
paramedische beroepen en de
geneeskundige commissies**

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET LEEFMILIEU
EN DE MAATSCHAPPELIJKE HERNIEUWING (1)**

**UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW INGRID VAN KESSEL**

(1) Samenstelling van de commissie
Voorzitter : Mevr. Vanlerberghe (M.)

A. — Vaste Leden
C.V.P. H. Brouns, Mevr.
Gardeyn-Debever, H. Van
Erps, Mevr. van Kessel.
P.S. HH. Biefnot, Dallons,
Minne.
V.L.D. H. Anthuenis, Valkeniers,
Van Aperen.
S.P. Mevr. Dejonghe, Mevr.
Vanlerberghe.
P.R.L.-
F.D.F. HH. Denis, Seghin.
P.S.C. H. Lespagnard
VI.
Blok H. Van den Eynde.
Agalev/H. Detienne
Ecolo

B. — Plaatsvervangers
C.V.P. Mevr. Creyf, H. Goutry,
Mevr. Hermans, H.
Vandeurzen, H. Vermeulen.
P.S. HH. Delizée, Larcier,
Moock, Moriau.
V.L.D. HH. Chevalier, Daems,
Taelman, van den Abeelen.
S.P. HH. Bonte, Cuyt,
Janssens (R).
P.R.L.-
F.D.F. HH. Bacquelaïne, D'hondt,
Vandenhaute.
P.S.C. H. Beaufays, Mevr. Cahay-
André.
VI.
Blok H. Buisseret, Mevr. Colen.
Agalev/HH. Deleuze, Lozie
Ecolo

C. — Niet-stemgerechtigd Lid

V.U. Mevr. Van de Castele

Zie:

- 1099 - 96 / 97 :
- N° 1 : Wetsontwerp

(*) Derde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi le 2 juillet 1997.

Exposé introductif du ministre de la Santé publique et des Pensions.

Le ministre rappelle que la loi réglementant la kinésithérapie (loi du 6 avril 1995 modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967), dite «loi Diegenant», est issue d'une initiative parlementaire. L'article 2 de la loi précitée disposait que la formation des kinésithérapeutes devait comporter au minimum deux années. Un recours introduit devant la Cour d'arbitrage, tant par les médecins spécialistes que par la Communauté flamande, a été rejeté. L'autorité fédérale a le droit d'imposer une formation minimale de quatre ans. Il incombe aux communautés d'adapter les décrets concernés. On distingue actuellement deux types de formations: une formation universitaire et une formation non universitaire. Cette distinction n'a aucune incidence en ce qui concerne les actes autorisés dans le chef des kinésithérapeutes et le remboursement par l'INAMI. L'exigence posée par l'autorité fédérale a cependant pour conséquence que la formation non universitaire, qui ne comportait que trois années, doit être prolongée d'un an par les communautés. Tant la Communauté française que la Communauté flamande demandent un sursis d'un an, pour des motifs divers mais fondés. Les deux communautés souhaitent que la loi fédérale ne s'applique qu'aux personnes qui s'inscriront l'année prochaine. La réglementation précédente restera donc applicable aux personnes qui s'inscriront avant le 1er novembre de cette année et qui obtiendront leur diplôme avant le 10 novembre 2002. Les kinésithérapeutes qui exercent déjà la profession disposeront d'un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal portant les modalités d'agrément pour obtenir l'agrément du département de la Santé publique.

Discussion générale

M. Dallons demande si cette réglementation est conforme à la réglementation européenne en cette matière. En France, la formation comporte également quatre années.

Le ministre répond que la durée imposée pour la formation ne pose aucun problème. L'avis du Conseil de la Kinésithérapie, qui doit encore être constitué, sera requis pour l'agrément et, a fortiori, pour l'arrêté royal portant les modalités d'agrément.

Mme Van de Castele fait observer que la loi «Diegenant» était déjà inspirée par une directive européenne. Elle demande si un agrément par le départe-

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken op 2 juli 1997.

Inleidende uiteenzetting door de minister van Volksgezondheid en Pensioenen

De minister herinnert eraan dat de wet die de regeling van de kinesitherapie beoogde (wet van 6 april 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967), de zogeheten wet-Diegenant, het gevolg is geweest van een parlementair initiatief. Artikel 2 van voornoemde wet bepaalde dat de opleiding van kinesitherapeuten minimum 2 jaar moest bedragen. Een beroep bij het Arbitragehof, door zowel de artsen-specialisten als de Vlaamse Gemeenschap, werd verworpen. De federale overheid heeft het recht een minimum-opleiding van 4 jaar op te leggen. De Gemeenschappen moeten de desbetreffende decreten aanpassen. Thans zijn er twee soorten opleidingen: een universitaire en een niet-universitaire. Voor de daden die de kinesitherapeuten mogen stellen en de terugbetaling door het RIZIV is dit onderscheid niet van tel. Wel heeft de federale vereiste tot gevolg dat de niet-universitaire opleiding, die slechts 3 jaar bedroeg, door de Gemeenschappen met een jaar moet worden verlengd. Zowel de Franse als de Vlaamse Gemeenschap vraagt om uiteenlopende doch gewettigde redenen een jaar uitstel. Beide Gemeenschappen wensen dat de federale wet slechts van toepassing wordt op degenen die zich volgend jaar inschrijven. De vorige regeling zal dus geldig blijven voor hen die zich voor 1 november van dit jaar inschrijven en hun diploma voor 10 november 2002 behalen. Kinesitherapeuten die reeds een praktijk hebben krijgen één jaar na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit houdende de erkenningsmodaliteiten om erkend te worden door het departement Volksgezondheid.

Algemene bespreking

De heer Dallons vraagt of deze regeling conform de Europese regelgeving terzake is. In Frankrijk draagt de opleiding eveneens 4 jaar.

De minister antwoordt dat, wat de opgelegde duur van de opleiding betreft, zich geen enkel probleem stelt. Voor de erkenning, en a fortiori voor het koninklijk besluit houdende de erkenningsmodaliteiten, zal het advies vereist zijn van de Raad voor de Kinesitherapie, die nog moet worden samengesteld.

Mevrouw Van de Castele merkt op dat de zogeheten wet-Diegenant reeds geïnspireerd was op een Europese richtlijn. Zij vraagt of in andere ons omrin-

ment de la Santé publique est également requis dans d'autres pays voisins. A l'issue de sa formation (qui relève de la compétence des communautés), le kinésithérapeute devra en effet désormais être agréé au niveau fédéral non seulement par l'INAMI, mais aussi par le département de la Santé publique. Ce sont trois étapes. N'est-ce pas excessif? Le fait d'avoir suivi une formation ne constitue-t-il pas un agrément implicite? L'agrément par le département de la Santé publique est-il vraiment nécessaire dans ces conditions? Le fait que des kinésithérapeutes qui ont suivi une formation dans un autre pays doivent être agréés en Belgique en vertu du principe de la libre circulation au sein de l'Union européenne, ne pose-t-il pas un problème?

M. Van Erps fait valoir que, dans l'esprit de la loi «Diegenant» et afin de garantir une qualité et une maîtrise des coûts optimales, la kinésithérapie ne devrait plus, à terme, être enseignée qu'à l'université, et ce, en quatre ans et deux cycles. Ce pourrait être le cas immédiatement si le projet de loi à l'examen n'est pas voté. Le projet de décret modifiant le décret sur l'enseignement a en effet fait l'objet d'un avis négatif du Conseil d'Etat. Il convient donc de voter le report afin de laisser aux communautés le temps d'apporter les adaptations nécessaires. Le ministre flamand de l'Enseignement pourra en outre examiner s'il est vraiment si judicieux d'organiser l'enseignement universitaire de la kinésithérapie uniquement à l'université catholique, alors que la VUB possède également vingt ans d'expérience en ce domaine. Ne va-t-on pas ainsi réveiller de vieux démons ?

Le ministre précise qu'en ce qui concerne la dernière question de Mme Van de Castele, la directive européenne en la matière ne règle pas tout. C'est ainsi qu'on pourrait parfaitement prévoir que, pour obtenir l'agrément, il faut suivre un stage. La législation européenne prévoit uniquement la reconnaissance mutuelle des diplômes. La suggestion selon laquelle la formation - au niveau des communautés - devrait implicitement entraîner un agrément - au niveau fédéral - ne procède nullement d'une éventuelle manœuvre communautaire. En effet, même si la santé publique était une matière communautaire, l'on ne saurait confier au département de l'Education le soin d'apprécier les besoins des secteurs médical et paramédical. Ce serait le monde à l'envers. Le département de l'Education doit s'occuper de l'aptitude professionnelle, alors que le département de la Santé publique est habilité à définir les exigences auxquelles les professions de ce secteur doivent satisfaire. Il y a également des spécialités pour lesquelles il n'existe pas de formation. Il n'y a en définitive pas trois étapes, étant donné que l'agrément de l'INAMI suit quasi automatiquement celui du département de la Santé publique.

gende landen ook een erkenning door het departement Volksgezondheid is vereist. Thans zal men immers, na zijn opleiding (waarvoor de Gemeenschappen bevoegd zijn), op federaal vlak niet alleen erkend moeten worden door het RIZIV maar ook nog eens door het departement Volksgezondheid. Dat zijn drie etappes. Is dat niet wat van het goede teveel ? Houdt het feit een opleiding te hebben gevolgd geen impliciete erkenning in ? Is de erkenning door het departement Volksgezondheid in die omstandigheden wel nodig ? Ontstaat er geen probleem door het feit dat, krachtens het principe van het vrij verkeer binnen de Europese Unie, kinesitherapeuten die in een ander land een opleiding hebben gevolgd in België moeten worden erkend ?

De heer Van Erps stelt dat, in de geest van de zogeheten wet-Diegenant en om een maximale kwaliteit en kostenbeheersing te garanderen, de kinesitherapie op termijn louter op de universiteit zou moeten worden gedoceerd, in 4 jaar en 2 cycli. Dit zou in Vlaanderen wel eens onmiddellijk het geval kunnen worden als dit wetsontwerp tot uitstel nu niet wordt gestemd. Het ontwerp van decreet tot wijziging van het onderwijsdecreet is namelijk negatief geadviseerd door de Raad van State. Dit uitstel moet dus worden gestemd om de Gemeenschappen de tijd te geven om de nodige aanpassingen te doen. Bovendien kan de Vlaamse Minister van Onderwijs dan ook eens overwegen of het wel zo verstandig is het universitaire kine-onderwijs enkel aan de Katholieke Universiteit in te richten, terwijl de VUB hier ook reeds twintig jaar ervaring mee heeft. Gaat dit geen oude demonen wakker maken ?

De minister stelt dat, wat de laatste vraag van mevrouw Van de Castele betreft, de Europese richtlijn terzake niet alles regelt. Om de erkenning te bekomen zouden de modaliteiten perfect kunnen voorzien dat een stage moet worden gevolgd. De Europese wetgeving voorziet alleen de wederzijdse erkenning van de diploma's. De suggestie dat de opleiding - op Gemeenschapsniveau - impliciet een erkenning - op federaal niveau - moet inhouden, heeft niets met een eventueel communautair getouwtrek te maken heeft. Immers, zelfs in de veronderstelling dat volksgezondheid een communautaire materie zou zijn, kan het beoordelen van de behoeften in de medische en paramedische sector niet worden overgelaten aan het departement Onderwijs. Dit zou de omgekeerde wereld zijn. Het departement Onderwijs moet zich bezighouden met de beroepsbekwaamheid, terwijl het departement Volksgezondheid bevoegd is voor de behoeften inzake de vereisten waaraan de beroepen in deze sector moeten voldoen. Ook is het zo dat er specialisten bestaan waar geen opleiding voor bestaat. Uiteindelijk zijn er geen drie etappes, vermits de erkenning door het RIZIV bijna automatisch volgt op de erkenning door het departement Volksgezondheid.

*Discussion des articles
et votes*

Article 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Mme Van de Castele demande pourquoi le passé est utilisé au 2^o à propos des personnes qui seront engagées le 1er novembre 1997. Il est en effet précisé:

«2^o aux personnes qui, à la date du 1er novembre 1997, étaient engagées...»

Le ministre répond que, conformément à l'avis du Conseil d'Etat, il convient de se placer au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 3

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité.

La rapporteuse,

La présidente,

I. VAN KESSEL

M. VANLERBERGHE

*Artikelsgewijze bespreking
en stemmingen*

Artikel 1

Dit artikel wordt zonder verdere bespreking eenparig aangenomen.

Artikel 2

Mevrouw Van de Castele vraagt waarom in punt 2^o de personen die op 1 november 1997 ingeschreven zullen zijn in het verleden worden vermeld. Er staat immers :

« 2^o aan de personen die op 1 november 1997 ingeschreven waren ...»

De minister antwoordt dat men zich, ingevolge het advies van de Raad van State, moet stellen op het moment van de inwerkingtreding van de wet.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Artikel 3

Dit artikel wordt zonder verdere bespreking eenparig aangenomen.

Het gehele ontwerp wordt eenparig aangenomen.

De rapporteur,

De voorzitter,

I. VAN KESSEL

M. VANLERBERGHE